

Appel à communications

Colloque international

***Enjeux démographiques en Afrique :
l'apport des données de recensement et d'état civil***

Paris-Aubervilliers, Campus Condorcet, 16-18 octobre 2019

organisé par DEMOSTAF

en partenariat avec l'INED, l'AFD, l'UIESP, UNFPA, l'ESEC et le MEAE

Argumentaire

Les objectifs de développement durable (ODD) définis en 2015 à l'horizon 2030 constituent un défi majeur pour le continent africain dont beaucoup de pays sont parmi les moins avancés. Avec la croissance démographique la plus forte au monde, l'Afrique traverse des transitions inédites, mais les situations sont contrastées. Dans de nombreux pays de la région, la mortalité des enfants a connu une baisse très rapide, alors que dans d'autres, cette mortalité se maintient aux niveaux les plus élevés au monde. De même, les populations – en particulier urbaines - de plusieurs pays semblent engagées sur la voie d'une baisse continue de leur fécondité tandis que cette baisse est marquée par des ralentissements et des arrêts dans d'autres.

Défi supplémentaire, la situation démographique de l'Afrique et son évolution sont, dans le détail, très mal connues. La production de données, leur régularité et leur fiabilité est très variable d'un pays à l'autre. L'état civil est difficilement exploitable dans la plupart des pays. Parallèlement, si sur une partie du continent, des recensements et enquêtes régulières sont conduites par les instituts nationaux de statistiques et servent de base à la planification, dans certains pays africains la statistique publique peine à fournir des données régulières. En outre, les sources statistiques existantes sont sous exploitées et encore faiblement utilisées pour l'action en raison de problèmes de qualité de données mais aussi du temps et des moyens nécessaires à leur valorisation.

Dans les ODD, l'attention particulière portée aux inégalités et au fait que les progrès en matière de développement doivent bénéficier à toutes et à tous nécessite de produire des indicateurs au niveau géographique et socioéconomique le plus fin possible. Ce besoin implique un renforcement des liens entre la statistique publique et la recherche. Les données de recensement par exemple, bien qu'espacées dans le temps, donnent des informations démographiques et socioéconomiques au niveau individuel mais également à l'échelle des ménages, et ce, sur l'ensemble de la population d'un pays. Elles permettent de produire des indicateurs à des niveaux fortement désagrégés, de mener des analyses cartographiques, environnementales ou multiniveau. Parallèlement, l'enregistrement systématique des événements vitaux par l'état civil est encore rare sur le continent. Pour autant, il existe de longue date des systèmes efficaces au niveau local. Des efforts sont aussi menés de manière à améliorer cet enregistrement en proposant des systèmes et des méthodes de collecte mieux adaptés au contexte (téléphonie mobile, enquêtes de détermination des causes probables de décès...).

Ce colloque a pour objectif de mettre en lumière les recherches actuellement menées sur les dynamiques sociodémographiques en Afrique qui mobilisent les données de la statistique publique, en particulier les recensements et l'état civil. Il s'agit d'aborder les caractéristiques de la population et leurs transformations, que ce soit en termes de fécondité et de santé de la reproduction, de famille et de nuptialité, de migration, de scolarisation ou encore de santé et de mortalité, dans les différents pays du continent africain, en les repositionnant dans leur contexte environnemental (urbanisation, densification du peuplement), social (rapports de genre et de génération) et économique (ressources, niveau de développement).

Ce colloque sera également l'occasion d'une réflexion sur la manière de mener une recherche collaborative associant les producteurs de la statistique publique à l'analyse et à la valorisation des résultats.

Soumission des communications

Les communications peuvent porter sur des populations étudiées au niveau local, national ou international. Elles peuvent comparer, combiner ou confronter différentes sources de données mais celles mobilisant les données de recensements et d'état civil sont particulièrement encouragées. Les propositions de communication sont à **soumettre par courriel à l'adresse contact_demostaf@listes.ined.fr avant le 1^{er} mai sous la forme d'un résumé court et d'un résumé long (ou d'un manuscrit) en français ou en anglais**. Les auteurs seront informés courant mai des résultats de la procédure de sélection. Les résumés courts (250 mots max) et longs (2 à 4 pages) doivent être structurés de la façon suivante : Contexte / Objectif / Données et Méthodes / Résultats (provisoires) / Conclusion ou contribution (provisoire).

Organisation du colloque

Le programme, prévu sur deux jours et demi, sera composé de séances ordinaires, de séances flash avec des présentations très courtes, de séances posters et de tables rondes. Il sera bilingue français-anglais, avec traduction simultanée. Dans la mesure du budget disponible, une prise en charge est prévue pour les intervenants ne disposant d'aucun financement.

Comité d'organisation : Géraldine Duthé (INED, France), Valérie Golaz (INED, France), Jean-Alain Goudiaby (Université de Ziguinchor, Sénégal), Gilles Pison (INED/Muséum national d'histoire naturelle, France), Thomas Wiest (INED, France)

Assistante coordinatrice : Léa Bourset (INED, France)

Comité scientifique

Bazongo Baguinébié (INSD, Burkina Faso), Moussa Bougma (ISSP, Burkina Faso), Aurélien Dasré (Université Paris Nanterre, France), Valérie Delaunay (IRD, France), Binta Dieme (ANSD, Sénégal), Irina Dincu (ESEC, Canada), Géraldine Duthé (INED, France), Assa Dioumba Gakou (INSTAT, Mali), Valérie Golaz (INED, France), Jean-Alain Goudiaby (Université de Ziguinchor, Sénégal), Sabrina Juran (UNFPA), Christian Kakuba (Université Makerere, Ouganda), Eric Koba (AFD, France), Richard Marcoux (Université Laval, Canada), Bruno Masquelier (Université Catholique de Louvain, Belgique), Laure Moguérrou (Université Paris Nanterre, France), Marc Pilon (IRD, France), Gilles Pison (INED/Muséum d'histoire naturelle, France), Arsène Ravelo (INSTAT, Madagascar), Clémentine Rossier (Université de Genève, Suisse), Claudine Sauvain Dugerdil (Université de Genève, Suisse), Romesh Silva (UNFPA), Abdramane Bassiahi Soura (ISSP, Burkina Faso), Madeleine Wayack Pambè (ISSP, Burkina Faso).

Partenaires

Ce colloque est organisé dans le cadre du projet *Demography Statistics for Africa* (programme-cadre H2020 de l'Union européenne n°690984 qui regroupe 18 institutions : <https://demostaf.site.ined.fr/>) en partenariat avec l'Institut national d'études démographiques (INED), l'Agence française de développement (AFD), le panel Etat civil de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (UIESP), le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) basé au Centre canadien de recherches pour le développement international (CRDI) et le Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE).

